

**CIRDIS**

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international  
et société**

**UQÀM**



**LE PROGRAMME DE  
COOPÉRATION DU  
VENEZUELA :  
L'ère Hugo Chávez (1998-2013)**

**Roselyne Gagnon**

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)

**LES CAHIERS DU CIRDIS  
COLLABORATION SPÉCIALE  
No 2014-05**

**Le programme de coopération du Venezuela  
L'ère Hugo Chávez (1998-2013)**

**Les Cahiers du CIRDIS – Collaboration spéciale  
No 2014-05**

**Roselyne Gagnon**

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL-8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteure et ne reflètent pas nécessaire ceux du CIRDIS ou de son comité scientifique.



■ Roselyne GAGNON

Actuellement candidate à la maîtrise en science politique de l'UQAM, Roselyne Gagnon est également titulaire d'un baccalauréat en Arts de l'Université McGill, avec concentration en études du développement international et études de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ses travaux portent principalement sur des enjeux touchant la région latino-américaine, avec un intérêt particulier pour le Nicaragua. Dans le cadre de son mémoire de maîtrise, elle s'intéresse à la formation de l'identité politique sandiniste des jeunes nés dans la période d'après-guerre au Nicaragua.

Les Cahiers du CIRDIS  
Collaboration spéciale — no 2014-05

Le programme de coopération du Venezuela : L'ère Hugo Chávez (1998-2013)

Roselyne Gagnon

**Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société**  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal (UQAM)  
Case postale 8888, succursale Centre-ville  
Montréal, Québec, Canada  
H3C 3P8

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)  
[cirdis@uqam.ca](mailto:cirdis@uqam.ca)

## Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>Méthodologie.....</b>	<b>1</b>
<b>Aperçu du contexte vénézuélien.....</b>	<b>2</b>
Le socialisme du 21 <sup>e</sup> siècle.....	2
L'économie rentière.....	2
Le Venezuela et les agences multilatérales de développement.....	3
<b>Le programme vénézuélien d'aide au développement.....</b>	<b>4</b>
Orientations et fonctionnement.....	4
Arrangements institutionnels.....	6
Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des peuples..	7
<b>Les secteurs prioritaires.....</b>	<b>8</b>
La coopération énergétique.....	8
La santé.....	10
L'éducation.....	12
La coopération financière.....	14
L'aide humanitaire.....	15
<b>Les pays bénéficiaires.....</b>	<b>16</b>
La coopération régionale.....	16
La coopération internationale.....	22
<b>Défis et perspectives d'avenir.....</b>	<b>24</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>25</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>26</b>
<b>Annexe A - Vente à des pays avec des accords de coopération énergétique.....</b>	<b>29</b>

## Sigles et abréviations

ALBA	Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des peuples
ALBANISA	ALBA de Nicaragua, S.A.
APD	Aide publique au développement
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
FMI	Fonds Monétaire International
MERCOSUR	Marché commun du sud
MPPRE	Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures du Venezuela
PETROCARIBE	Accord de coopération énergétique entre le Venezuela et des pays des Caraïbes et d'Amérique centrale
PDVSA	Petróleos de Venezuela, S.A.
SEGIB	Secretaría General Iberoamericana
SELA	Système Économique Latino-américain et Caribéen
UNASUR	Union des nations sud-américaines
ZLÉA	Zone de libre-échange des Amériques







## I - INTRODUCTION

Sixième réserve de pétrole au monde, la République bolivarienne du Venezuela utilise cette précieuse ressource naturelle à son avantage, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez Frías en 1998 qui a pris le contrôle des compagnies pétrolières. Bien que le Venezuela soit également bénéficiaire d'aide publique au développement (APD), il est un des donateurs les plus importants en Amérique latine et troisième donateur en importance en ce qui a trait à la coopération sud-sud, après la Chine et l'Arabie Saoudite.<sup>1</sup> Basé sur des principes de solidarité, de complémentarité des économies, de promotion d'un monde multipolaire et de réduction des asymétries, le programme d'APD du Venezuela vise avant tout l'intégration et la régionalisation de l'Amérique latine.

Par conséquent, ce travail a comme objectif d'analyser en profondeur les multiples volets du programme de coopération du Venezuela. Pour ce faire, il sera divisé en cinq parties en débutant par une brève présentation du contexte dans lequel le programme de coopération internationale vénézuélien est apparu (section 3). La seconde partie abordera les orientations, le fonctionnement et les arrangements institutionnels qui font partie du programme d'APD du Venezuela (section 4). Ensuite, en troisième partie, les secteurs prioritaires de l'APD seront analysés, soit les secteurs de la coopération énergétique, de la santé, de l'éducation, de la coopération financière et de l'aide humanitaire (section 5). Puis, la quatrième partie examinera les pays bénéficiaires de l'APD vénézuélienne qui seront divisés en deux catégories, soit au niveau régional et au niveau international (section 6). Finalement, il sera question des nombreux défis et perspectives d'avenir du programme d'APD du Venezuela, principalement suite au décès de son principal défenseur, Hugo Chávez Frías, en 2013, mais également dû à la situation économique et politique instable du pays (section 7).

## II - MÉTHODOLOGIE

Cette fiche technique s'attardera ainsi principalement à l'ère Hugo Chávez Frías, soit la période de 1998 jusqu'à sa mort en 2013, ainsi que les perspectives d'avenir pour ce vaste programme d'aide au développement. Il est important de faire mention des défis méthodologiques d'une telle étude sur le programme d'APD du Venezuela. En effet, la coopération vénézuélienne, à elle-seule ou à travers l'ALBA, est un sujet sensible dû à son caractère idéologique et stratégique. Par conséquent, l'APD du Venezuela demeure très difficile à quantifier car le gouvernement ne publie pas ou a très peu publié de chiffres sur le sujet. Ce manque de transparence en ce qui a trait aux données sur l'aide apportée aux différents pays bénéficiaires pose ainsi un obstacle à cette étude. Par exemple, en 2011, le gouvernement du Venezuela a affirmé ne plus vouloir fournir d'informations pour le rapport du Secretaría General Iberoamericana (SEGIB) sur la coopération sud-sud en Amérique latine.<sup>2</sup> Toutefois, des sources variées ont été utilisées afin d'établir un portrait le plus exact possible du programme d'APD vénézuélien. Parmi ces sources, nous retrouvons les données fournies par les ministères des pays

---

<sup>1</sup> United Nations Development Program. (2011). « Chapter 5: Official Development Assistance », dans *Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*, UNDP, New York, p. 148.

<sup>2</sup> Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2011). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica 2011 », Estudios SEGIB no. 6, Madrid, p. 66.

bénéficiaires, les études déjà effectuées sur le sujet, les quelques rapports effectués par le gouvernement du Venezuela, par les différents ministères, par les entreprises publiques, telles PDVSA, ainsi que par les organisations comme le Système Economique Latino-américain et caribéen (SELA) et le SEGIB.

### **III - APERÇU DU CONTEXTE VÉNÉZUÉLIEN**

#### **1. Le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle**

Le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, tel est le nom donné par Hugo Chávez Frías à sa vision de l'Amérique latine lors de son arrivée à la tête du Venezuela à la fin du siècle dernier. La révolution bolivarienne, initiée au début de son premier mandat, était largement inspirée des idéaux de Simón Bolívar, grand défenseur de l'intégration et de la régionalisation de l'Amérique latine au 19<sup>e</sup> siècle. Hugo Chávez affirmait d'ailleurs que « si nous ne réussissons pas à transformer structurellement le modèle capitaliste rentier qui a prévalu au Venezuela depuis toujours en un modèle productif, diversifié, socialiste, jamais nous ne serons en mesure de satisfaire aux nécessités des peuples. Si nous ne changeons pas la structure économique pour générer un modèle distinct, jamais nous ne pourrons résoudre ce lourd héritage de pauvreté et d'exclusion que les Vénézuéliens, que notre peuple prend avec grand effort sur ses épaules, sur son âme ». <sup>3</sup>

Le projet socialiste du Venezuela développe ainsi sept grandes lignes directrices sur lesquelles sera basée la révolution bolivarienne, c'est-à-dire une nouvelle éthique socialiste, un bonheur social suprême, une démocratie protagoniste révolutionnaire, un modèle productif socialiste, une nouvelle géopolitique nationale et internationale et la redéfinition du Venezuela comme puissance énergétique mondiale. <sup>4</sup>

Nous parlons ainsi d'un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle car sa vision reprend des principes des personnages historiques de l'histoire latino-américaine comme Simón Bolívar et Ernesto « Che » Guevara, tout en y intégrant des principes actuels, soit l'intégration du Venezuela et de la région dans la géopolitique et l'économie mondiale. Sa vision du monde conserve également des principes révolutionnaires d'anti-impérialisme et de régionalisation de l'Amérique latine.

#### **2. L'économie rentière**

Selon le Ministère de la planification et des finances (MPF), le Venezuela possède la sixième réserve de pétrole au monde, en est le septième plus important producteur et possède le cinquième volume le plus élevé d'exportations. Cette richesse en pétrole permet au Venezuela d'accumuler un nombre important de ressources financières pour son propre développement mais

---

<sup>3</sup> Chávez Frías, H. (2011). « El socialismo del siglo XXI », *Cuadernos para el debate*, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, Venezuela, p. 20.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 26-27.

également, dans un esprit de solidarité, de l'utiliser pour aider au développement des autres pays de la région.<sup>5</sup>

PDVSA, la compagnie pétrolière vénézuélienne, représente ainsi l'avantage comparatif du Venezuela face aux autres pays du continent. En 2006, PDVSA a créé la filiale PDVSA América, S.A. afin de mettre en œuvre les politiques énergétiques de la République bolivarienne du Venezuela dans le reste de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ceci a contribué à faire du Venezuela une puissance énergétique régionale, en développant les relations énergétiques, politiques, culturelles et économiques afin de favoriser l'équité et la justice sociale.<sup>6</sup> Des filières ont ensuite été créées dans la majorité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin de répondre aux besoins énergétiques. La plus importante et la plus visible est sans aucun doute celle de PetroCaribe, un important mécanisme de coopération et d'intégration régionale regroupant 18 pays.

Cependant, une richesse en hydrocarbures n'assure pas nécessairement un développement économique. Deux types de problèmes peuvent surgir : d'une part, le pays devient trop dépendant à la ressource et ainsi devient vulnérable à tout changement dans le secteur. D'autre part, le pays peut souffrir de ce qu'on appelle le Syndrome Hollandais, une combinaison de revenus excessifs, un taux d'échange qui a tendance à s'apprécier et une propension à l'importation, ce qui rend impossible le développement d'un système de production domestique fiable et diversifié. L'économie vénézuélienne n'en est donc pas à l'abri.<sup>7</sup> Durant les années 1990, le pétrole représentait 25 % du produit intérieur brut (PIB) du Venezuela, 70 % des revenus des exportations de biens et services étaient liés au pétrole et plus de 40 % des revenus de l'État provenaient de cette ressource.<sup>8</sup> De plus, le développement inadéquat des systèmes de production a créé un déficit dans la production agricole, forçant le pays à importer 30 % de sa nourriture. Depuis plusieurs années, le Venezuela tente alors de transformer la richesse obtenue grâce au pétrole en une diversification de production et un développement économique stable.<sup>9</sup> Les efforts de coopération à travers plusieurs mécanismes, notamment PetroCaribe, permettent ainsi au Venezuela d'obtenir des produits en échange de pétrole, alors que des accords bilatéraux avec des pays comme l'Argentine et le Brésil permettent un transfert de technologies et d'expertise dans des domaines comme l'agriculture.

### **3. Le Venezuela et les agences multilatérales de développement**

Le Venezuela est un pays à la fois receveur et donateur d'aide publique au développement, ce qui n'est pas rare chez les pays qui participent à la coopération sud-sud. Premièrement, en tant que pays receveur d'APD, le Venezuela se situe à la fin de la liste des pays latino-américains bénéficiaires d'aide au développement, après des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Chili.

---

<sup>5</sup> Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2010). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica 2010 », Estudios SEGIB no. 5, Madrid, p.36.

<sup>6</sup> PDVSA. (2012). « Informe de Gestión Anual 2012 », Caracas, Venezuela, p. 113.

<sup>7</sup> Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », SEGIB Studies no. 4, Madrid, p.67.

<sup>8</sup> Herrera and Nakatani, 2008, dans SEGIB. (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », p.67.

<sup>9</sup> Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2009). *Op. Cit.*, p.67.

**Tableau 1. APD totale reçue par le Venezuela, 2000-2009 (en millions de dollars)**

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>76,1</b>	44,7	56,5	81,1	44,9	50,3	62,9	77,8	59,2	66,8

Source : Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2011). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica 2011 », Madrid, p.165.

Ensuite, en tant que pays donateur, l'APD du Venezuela ne passe pas ou très peu par les canaux traditionnels des donateurs, c'est-à-dire par les agences multilatérales comme la Banque Mondiale. Le gouvernement vénézuélien préfère en effet les institutions qu'il a lui-même instaurées, comme l'ALBA ou PetroCaribe, qui seront élaborées dans la prochaine section. Toutefois, le Venezuela contribue tout de même aux Nations Unies, principalement pour les activités de développement et les ressources pour les projets locaux de l'organisation.<sup>10</sup>

## **IV -LE PROGRAMME VÉNÉZUÉLIEN D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

### **1. Orientations et fonctionnement**

La nouvelle constitution de 1999 de la République bolivarienne du Venezuela affirme dans son préambule que le Venezuela a comme objectif de promouvoir la coopération pacifique entre les nations et de consolider la régionalisation latino-américaine. Selon l'article 152 de la constitution, les relations internationales du Venezuela seront régies selon des principes d'égalité entre les États, du respect des droits humains, de coopération et de « solidarité entre les peuples afin de lutter pour leur émancipation et le bien-être de l'humanité ». Le Venezuela fera la promotion de l'intégration latino-américaine et caribéenne afin de mener à la création d'une communauté de nations qui défendent les intérêts économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux de la région.<sup>11</sup> Par conséquent, la coopération vénézuélienne est basée sur cinq grandes orientations : 1) le renforcement de la souveraineté nationale, 2) la complémentarité des économies, 3) la promotion d'un monde multipolaire, 4) la promotion de l'intégration latino-américaine et caribéenne et 5) la solidarité.<sup>12</sup>

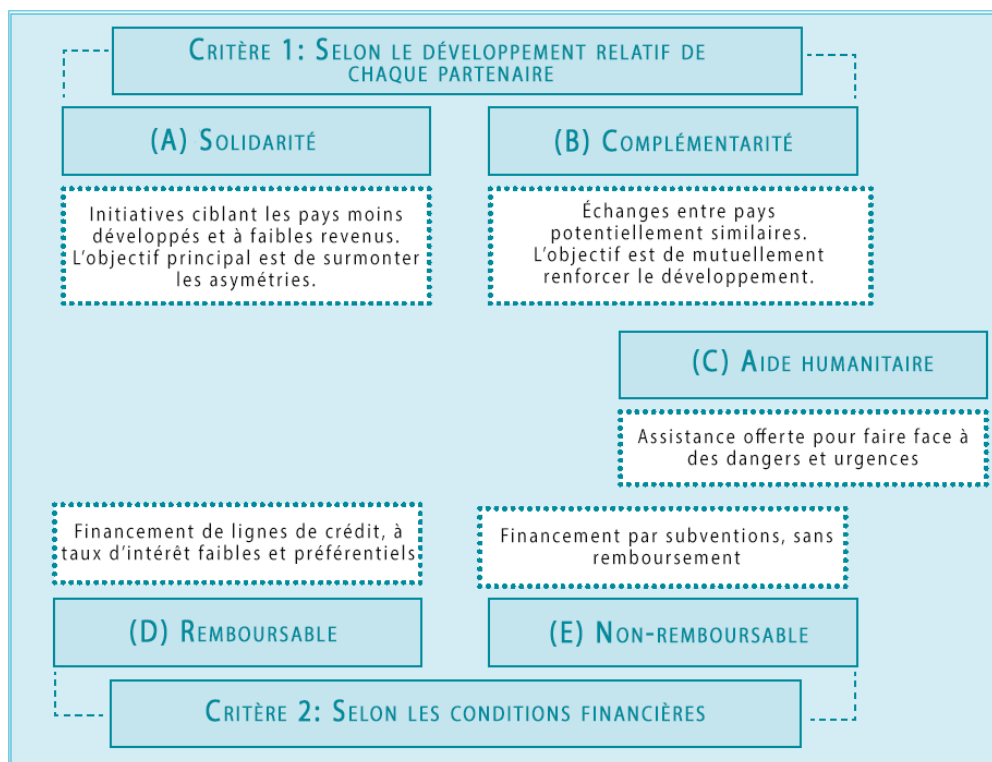
Le graphique ci-dessous illustre la proposition de coopération du Venezuela qui est basée sur deux critères importants, soit 1) le développement relatif de chaque partenaire et 2) les conditions financières.

<sup>10</sup> United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2010). *Development Cooperation for the MDGs – Maximizing Results*, International Development Cooperation Report, UNDESA, New York, p. 73-75.

<sup>11</sup> Constitución de la República Bolivariana de Venezuela, 1999.

<sup>12</sup> Ojeda Medina, T. (2010). « Experiencias venezolanas en cooperación sur-sur », dans *La cooperación Sur-Sur en Latinoamérica. Utopía y realidad*, Ayllón, B. y Surasky, J. (Coordonnateurs), Instituto Universitario de Desarrollo y Cooperación (IUDC), Madrid, p. 160.

**Figure 1. La proposition vénézuélienne de coopération**



Source : Selon les données du MPPRE, dans SEGIB. (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », p.50. (traduction personnelle)

Il est plutôt difficile, voire impossible, de parvenir à chiffrer entièrement le programme d'APD du Venezuela dû à l'absence de données officielles. Toutefois, à travers les multiples rapports des organisations, il est possible de soutirer quelques données intéressantes. Le tableau ci-dessous illustre ainsi l'apport du Venezuela dans la coopération sud-sud en Amérique latine pour les années 2006 et 2008.

**Tableau 2. Apport du Venezuela dans la coopération Sud-Sud en Amérique latine\***

2006		2008	
\$US millions		\$US millions	% contribution à des agences multilatérales
1,166		2,330	0,4%

Source : UN DESA, 2010, p. 74.

\* Estimation pour PetroCaribe. Ceci n'inclut pas les autres accords bilatéraux. Les données ne sont pas disponibles pour les années suivantes.

Finalement, le tableau ci-dessous illustre les secteurs des projets de coopération vénézuéliens pour les années 2009 et 2010. Les données pour les années avant et après la période 2009-2010 ne sont malheureusement pas disponibles dans les rapports. Il est d'ailleurs important de

mentionner qu'en 2011, le Venezuela a annoncé qu'il ne fournissait plus de chiffres pour les rapports du SEGIB. Grâce au tableau suivant, soit pour les années 2009-2010, il est toutefois possible d'observer une augmentation importante du nombre de projets de coopération liés aux infrastructures et services économiques, passant de 9,4% en 2009 à 45,8% en 2010.

**Tableau 3. Secteurs des projets de coopération fournis par le Venezuela (en pourcentage)**

	Social	Économique : Infrastructure et services	Économique : Production	Autres
<b>2010</b>	25.1	45.8	20.7	8.4
<b>2009</b>	39.4	9.4	42.5	8.7

Source : Données compilées à l'aide des rapports sur la coopération sud-sud en Amérique latine du SEGIB de 2009 et 2010.

## 2. Arrangements institutionnels

En théorie, trois ministères vénézuéliens sont responsables de la coopération internationale, soit le Ministère du pouvoir populaire (MPP), le Ministère du pouvoir populaire pour la planification du développement (MPPPD) et le Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures (MPPRE). Ceux-ci sont en charge de planifier et d'établir les orientations des politiques en ce qui concerne l'aide au développement. Le premier ministre, le MPP, est responsable de formuler les objectifs du pays et de proposer la politique de coopération. Le second ministre, le MPPPD, organise et élabore les plans nécessaires à la réalisation des objectifs établis par le MPP. Ainsi, chaque ministre prépare ses plans d'action selon les cadres établis par le MPPPD et le MPPRE et selon les pouvoirs qui leur sont conférés par les lois.<sup>13</sup>

En pratique, l'arrangement institutionnel est bien différent. En effet, le Président de la République définit les grandes lignes du programme de coopération, les destinataires et les secteurs potentiels, avec la participation du cabinet ministériel. Ces stratégies et objectifs sont définis par le Président dans le *Plan de développement économique et social de la Nation* (PDESN). Selon les actions à entreprendre, les ministères sont ensuite sélectionnés pour coordonner et effectuer le suivi des programmes et projets à mettre en œuvre.<sup>14</sup>

Un autre acteur important à mentionner dans la coopération vénézuélienne est la Banque de Développement Économique et Social du Venezuela (BANDES). Elle constitue un organe qui exécute la politique extérieure du pays dans le domaine financier, soit en finançant des programmes dans le domaine international, mais également en exécutant des actions de coopération d'assistance technique et d'aide humanitaire en cas de désastres naturels. De plus, elle agit aussi comme instrument de coopération commerciale en établissant que 50% des biens et services impliqués dans ces transactions doivent être vénézuéliens. Finalement, la BANDES participe dans des organisations de développement comme la Banque de développement des

<sup>13</sup> Ojeda Medina, T. (2010). *Op. Cit.*, p. 162.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 162-163.

Caraïbes (BDC), le Fonds International de développement agricole (FIDA) et le Fonds OPEP pour le développement international.<sup>15</sup>

Par ces arrangements institutionnels, il est ainsi possible d'affirmer que la coopération vénézuélienne est centralisée au niveau du pouvoir exécutif national, qui planifie et exécute les programmes et actions à travers divers organismes, tels les ministères, institutions et entreprises publiques.<sup>16</sup>

### **3. L'alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des peuples (ALBA)**

L'ALBA a été proposée pour la première fois en 2001 et a officiellement vu le jour en 2004, avec la signature de l'*Accord d'application de l'ALBA* entre Cuba et le Venezuela. La Bolivie, le Nicaragua, la Dominique, le Honduras, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, l'Équateur et Antigua-et-Barbuda se sont ensuite joints à l'ALBA.<sup>17 18</sup> L'alliance se veut être une alternative à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), projet mené par les États-Unis. Alors que l'objectif principal de la ZLÉA est d'améliorer la qualité de vie par le libre-échange et l'intégration économique et de réduire les obstacles aux investissements étrangers, celui de l'ALBA est de combattre l'exclusion sociale et conserver l'autonomie de l'Amérique latine, ainsi que d'éliminer les obstacles aux investissements et aux échanges commerciaux à la condition qu'il y ait transferts de technologie et développement des droits humains.<sup>19</sup>

L'ALBA n'a pas de caractère juridique, c'est-à-dire qu'elle ne possède pas de loi constitutive, ce qui ne la rend pas sujette aux lois internationales comme les autres mécanismes d'intégration régionale, tels que MERCOSUR et UNASUR. Les conventions et les accords signés ont ainsi davantage un caractère bilatéral.<sup>20</sup> Avec l'incorporation de nouveaux membres à l'ALBA, comme la Bolivie et le Nicaragua, il est possible d'affirmer que l'Alliance s'est transformée en un mécanisme de coopération triangulaire par les échanges Cuba, Venezuela et tierce partie. Dans plusieurs situations comme plusieurs programmes sociaux, le Venezuela fournit le financement et Cuba la mise en œuvre technique. Cette coopération triangulaire au sein de l'ALBA est maintenant présente dans les *proyectos grannacionales*<sup>21</sup>. La coopération par ceux-ci s'applique ainsi à plusieurs secteurs et plusieurs pays. Parmi ces programmes, on retrouve le *Proyecto*

---

<sup>15</sup> Santander Campos, Guillermo. (2011). « Venezuela: El Donante « Bolivariano » », dans *Nuevos donantes y cooperación Sur-Sur: estudios de caso* (Coordonnateur), Estudios e Informes ICEI, 6, Instituto Complutense de Estudios Internacionales, UCM, Madrid, p.89.

<sup>16</sup> Ojeda Medina, T. (2010). *Op. Cit.*, p. 162-163.

<sup>17</sup> Santander Campos, Guillermo. (2011). *Op. Cit.*, p.90.

<sup>18</sup> Grenade et Saint-Kitts-et-Nevis ont également annoncé au début de 2014 qu'ils se joindraient à l'ALBA.

<sup>19</sup> Hirst, J. D. (2011). « A Guide to ALBA: What is the Bolivarian Alternative to the Americas and What Does It Do? » dans *Americas Quarterly*, <http://www.americasquarterly.org/hirst/article>, page consultée le 3 mars 2014.

<sup>20</sup> Système Économique Latino-Américain et Caribéen. (2013). « ALBA-TCP as a mechanism for cooperation with a regional scope », XXXIX Regular Meeting of the Latin American Council, 27-29 octobre 2013, Caracas, Venezuela, p. 4-6.

<sup>21</sup> Le terme *grannacional* est utilisé en opposition au terme « transnational » du néolibéralisme, dans le sens où la portée englobe le territoire entier des pays membres de l'ALBA. Un *proyecto grannacional* est un programme d'action dirigé à remplir les principes de l'ALBA, qui a été validé par les pays membres, dont l'exécution implique deux ou plusieurs pays et qui bénéficie aux grandes majorités sociales (PDVSA, 2014).

*Grannacional Alba-Educación*, un programme pour l’alphabétisation, et le *Proyecto Grannacional Alba-Energía*, qui fait la promotion de l’utilisation de sources alternatives d’énergie et déploie des critères de consommation pour permettre l’économie et l’efficacité. Alors qu’au départ, le Venezuela fournissait les fonds nécessaires à ces programmes, la Banque de l’ALBA a pris la relève pour le financement.<sup>22</sup>

## V - LES SECTEURS PRIORITAIRES

L’assistance au développement du Venezuela cible certains secteurs prioritaires, soit particulièrement les secteurs de l’énergie, de la santé, de l’éducation et financier.<sup>23</sup> Le Venezuela est également un important donateur d’aide humanitaire dans la région.

### a. La coopération énergétique

Comme mentionné précédemment, l’énergie représente le secteur clé de la coopération vénézuélienne. Sa base juridique provient de l’*Accord de coopération énergétique de Caracas* (ACEC), établi le 19 septembre 2000. Cet accord prend ses origines dans l’*Accord de San José* de 1980 dans lequel le Mexique et le Venezuela acceptaient de fournir 160 000 barils de pétrole par jour à dix pays d’Amérique Centrale et des Caraïbes. L’ACEC a été établi comme complément à l’*Accord de San José* mais étend la coopération vénézuélienne à davantage de pays nécessitant du financement pour régler leur facture de pétrole. Par conséquent, l’ACEC établit que le Venezuela accordera des régimes de financement selon les conditions suivantes : des termes allant jusqu’à 15 ans pour l’amortissement du capital, avec un période de grâce pour le paiement du capital jusqu’à un an et un taux d’intérêt annuel de 2 %.<sup>24</sup>

C’est par cet accord et suivant les principes de l’ALBA de promouvoir la solidarité et la complémentarité, ainsi que l’intégration régionale, qu’est née l’initiative de Petroamérica, qui englobe Petroandina, Petrosur et PetroCaribe. Cette dernière, sans doute la plus importante, est une initiative vénézuélienne qui a vu le jour en 2005 sous la forme d’un *Accord de coopération énergétique* entre 14 pays et compte maintenant 18 pays membres.

Selon le site Internet officiel, PetroCaribe se base sur des principes de commerce équitable, de complémentarité, de solidarité, de justice sociale et de volonté commune visant à fournir une alternative pour que les pays en voie de développement puissent avoir accès à des sources d’énergie fiables.<sup>25</sup> Il vise donc à « mitiger les asymétries entre les nations, en ce qui concerne l’accès aux ressources énergétiques, grâce à un nouveau schéma d’échange favorable, équitable et juste entre les pays caribéens et d’Amérique Centrale. »<sup>26</sup> À travers PetroCaribe, le Venezuela fournit des ressources énergétiques à coût réduit, augmentant ainsi les ressources disponibles pour le développement des pays membres.

---

<sup>22</sup> SEGIB. (2009). *Op. Cit.*, p.104-105.

<sup>23</sup> UN DESA. (2010). *Op. Cit.*, p. 83.

<sup>24</sup> Ojeda Medina, T. (2010). *Op. Cit.*, p. 164.

<sup>25</sup> PetroCaribe. (2014). Site Internet officiel, <http://www.petrocaribe.org>.

<sup>26</sup> PetroCaribe. « *Directives pour des projets sociaux dans le cadre de Petrocaribe* ». Ministerio del Poder Popular para la Energía y Petróleo, Gobierno Bolivariano de Venezuela.

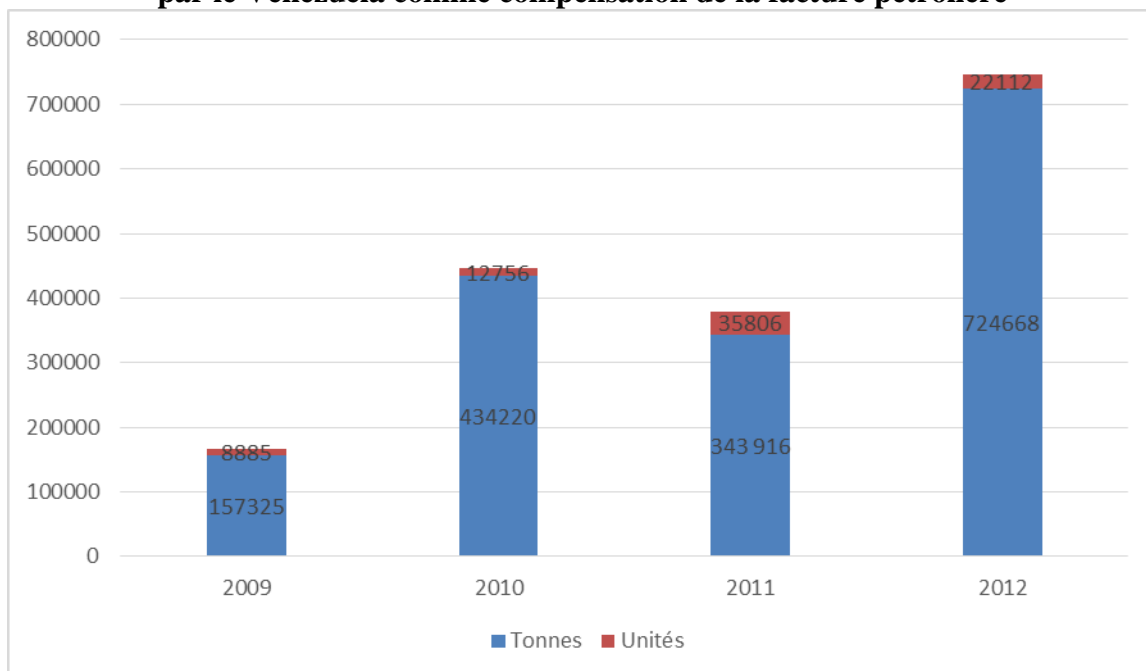


Le Venezuela fournit du pétrole brut aux autres pays membres selon des conditions avantageuses : le financement peut atteindre 40% si le baril de pétrole se vend 50\$, 50% s'il dépasse 80\$ et 60% s'il vaut plus de 100\$. Les plans de financement sont de 25 ans et le taux d'intérêt est de 1%. Selon les données du ministre du Pétrole et de l'Exploitation minière du Venezuela, Rafael Ramírez, pour la période 2005-2013, 232 millions de barils de pétrole ont été fournis aux pays membres de PetroCaribe et pour compenser la facture de pétrole brut, les échanges se chiffrent à plus de 1.462 tonnes d'aliments. PetroCaribe compte sur son propre système pour le bon fonctionnement des échanges, ainsi que sur ses propres navires afin d'éviter de devoir payer des frais élevés à des compagnies maritimes transnationales. Treize entreprises mixtes ont alors été créées, soit dix pour les hydrocarbures, une de pétrochimie et une pour le transport des aliments.<sup>27</sup>

L'annexe A présente les données compilées des quotas comparativement au nombre de milliers de barils par jour fournis par PDVSA dans le cadre des divers accords de coopération énergétique. Ce sont en moyenne 245,4 milliers de barils par jour qui sont envoyés aux pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui coopèrent avec le Venezuela en ce qui a trait au secteur de l'énergie.

Le tableau ci-dessous illustre la quantité de produits reçus par le Venezuela comme compensation de la facture pétrolière. Entre 2009 et 2012, le Venezuela a reçu 1 660 129 tonnes de produits, comme du sucre, du riz, du café, parmi d'autres, ainsi que 79 559 unités, tels des vêtements et des bovins.

**Graphique 1. Quantité de produits reçus\*  
par le Venezuela comme compensation de la facture pétrolière**



<sup>27</sup> Correo del ALBA. (2013). « PetroCaribe y la integración económica regional », numéro 27, juin-juillet 2013, La Paz, Bolivie, p. 28-29.

Source : Données compilées à l'aide des rapports annuels de 2010 et 2012 de PDVSA.

\* Les produits calculés en tonne incluent le riz, le sucre, l'huile, le café, la viande, le lait, les pâtes alimentaires, etc. Les produits calculés en unités incluent les vêtements, les bovins, etc.

Les économies réalisées par l'achat de pétrole à faible coût sont mises dans un fonds qui sert à la mise en œuvre et au financement de programmes et projets sociaux, le Fonds Alba Caribe (FAC). Celui-ci a récolté plus de 500 millions de dollars pour la réalisation de 90 projets dans les pays membres.<sup>28</sup> Le financement va à des projets et programmes qui ont comme priorité l'accès à la santé, à l'éducation et à l'hébergement, ainsi que la promotion du développement économique par les coopératives et les petites et moyennes industries.<sup>29</sup>

Le tableau ci-dessous fait état du montant qu'a contribué PDVSA au Fonds Alba Caribe. Aucun montant n'a été versé par PDVSA pour les années 2005, 2008 et 2010 à 2012.

**Tableau 4. Montant versé au Fonds Alba Caribe par PDVSA\***

2005	2006	2007	2008	2009
-	40	72	-	50

Source : PDVSA. (2012). « Informe de Gestión Anual 2012 », Caracas, Venezuela.

Au total, ce sont 18 pays qui font partie de PetroCaribe, soit Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, le Belize, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Guatemala, la Guyane, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Nicaragua, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, le Suriname et le Venezuela.

## 2. La santé

Lors de la création de l'ALBA, Cuba et le Venezuela ont accepté de travailler ensemble à la réalisation de plusieurs programmes sociaux dans les domaines de la santé. Un de ces plus importants projets, la *Misión Milagro*, est un vaste programme qui a comme objectif de fournir une assistance gratuite à un nombre important de personnes vivant dans la pauvreté et qui présentent des problèmes de santé visuelle. Cuba a mis à la disposition du Venezuela 15 000 médecins cubains pour réaliser la *Misión Milagro*.<sup>30</sup> Par le *Compromis de Sandino*, signé le 21 août 2005 par Hugo Chávez et Fidel Castro, dans la Ville de Sandino à Cuba, les deux gouvernements établissaient la possibilité de fournir des interventions chirurgicales ophtalmologiques (cataracte et ptérygion) à plus de 6 millions de personnes.<sup>31</sup> C'est en octobre 2005 que la *Misión Milagro* a commencé à être mise en œuvre pour les patients vénézuéliens. En

<sup>28</sup> Correo del ALBA. (2013). *Op. Cit.*, p. 28-29.

<sup>29</sup> PetroCaribe. (2014). Site Internet officiel, <http://www.petrocaribe.org>.

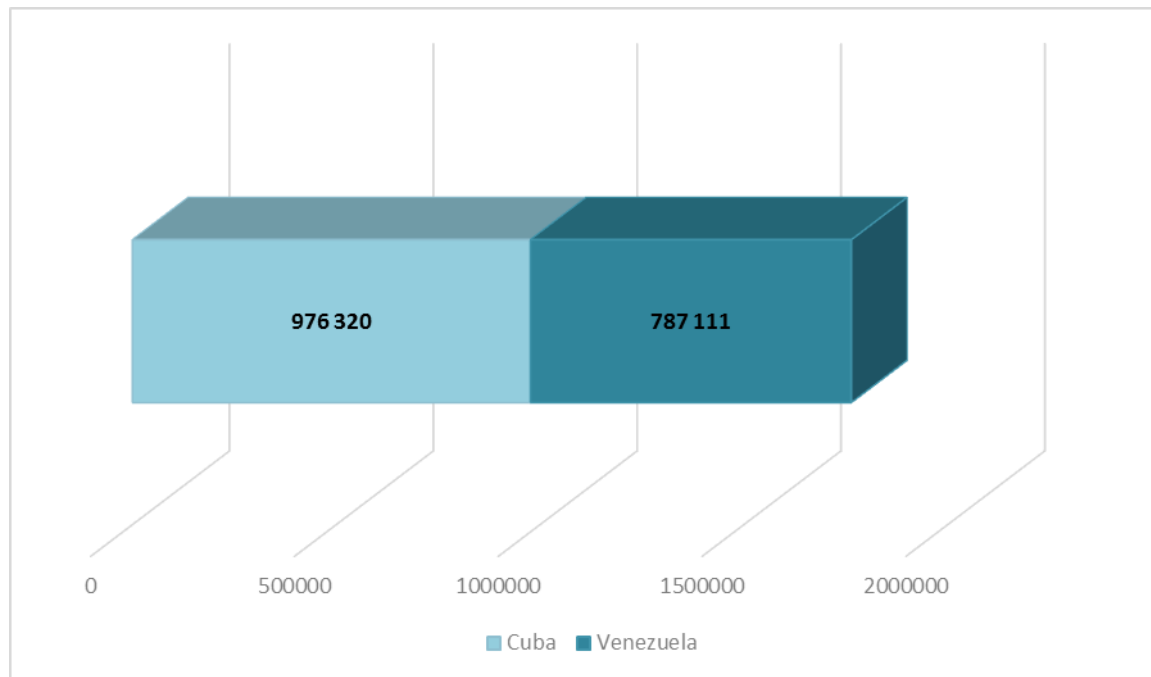
<sup>30</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 92.

<sup>31</sup> Comisión de Enlace para la Internacionalización de las Misiones Sociales (CEIMS). « La Misión Milagro », [http://ceims.mppre.gob.ve/index.php?option=com\\_content&view=article&id=523&Itemid=28](http://ceims.mppre.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=523&Itemid=28), page consultée le 10 mars 2014.

décembre de cette même année, le pays a reçu le premier groupe de patients latino-américains provenant d'Équateur.<sup>32</sup>

Le tableau ci-dessous détaille le nombre total d'interventions effectuées par Cuba et le Venezuela dans le cadre de la *Misión Milagro* entre 2004 et 2013.

**Graphique 2. Nombre total d'interventions effectuées par la *Misión Milagro* (2004 à octobre 2013)**



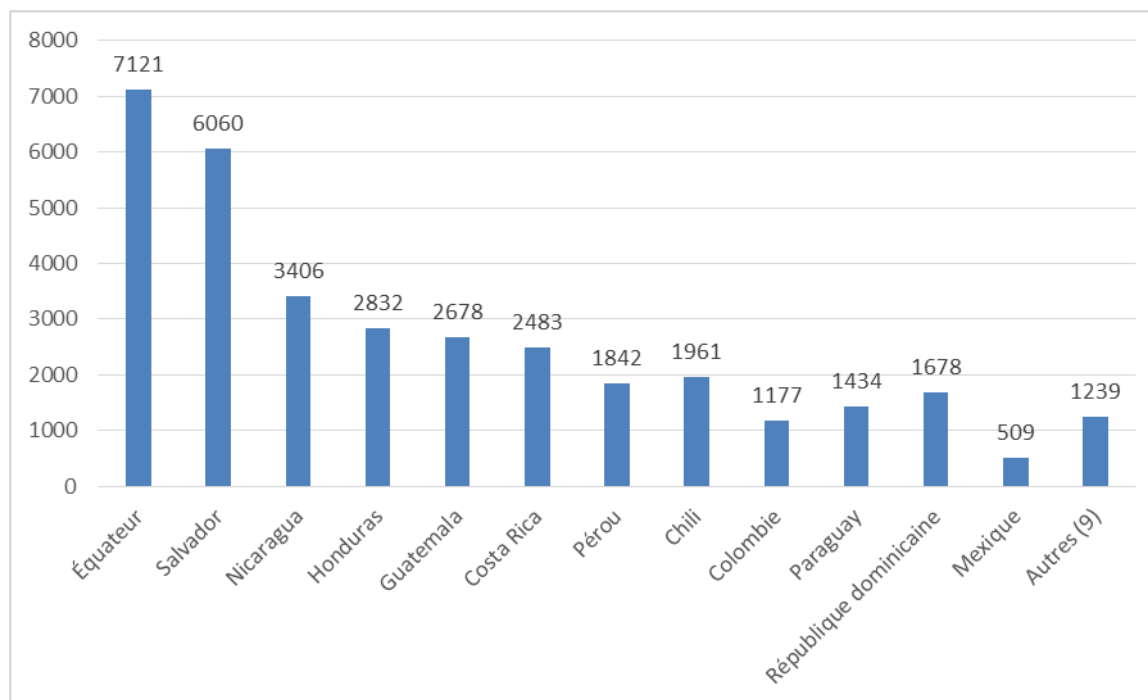
Source : Comisión de Enlace para la Internacionalización de las Misiones Sociales (CEIMS). Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures du Venezuela, Caracas.

Le tableau suivant présente les principaux pays bénéficiaires des interventions réalisées dans le cadre de la *Misión Milagro*, pour un total de 34 420 interventions effectuées en date d'octobre 2013. Outre ces pays, le programme a également porté assistance à 743 341 patients au Venezuela.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*

**Graphique 3. Principaux pays bénéficiaires, 2005-octobre 2013  
(nombre d'interventions réalisées)**



Source : Comisión de Enlace para la Internacionalización de las Misiones Sociales (CEIMS). Ministère du pouvoir populaire pour les relations extérieures du Venezuela, Caracas.

\* Les autres pays incluent le Belize (805), l'Argentine (310), le Brésil (110), Puerto Rico (5), l'Uruguay (3), le Portugal (3), la Bolivie (1), Cuba (1) et l'Italie (1).

Finalement, le tableau ci-dessous fait état des montants versés par PDVSA à la *Misión Milagro*. Aucun montant n'a été versé pour les années 2006 et 2009 à 2012

**Tableau 5. Montant versé à la *Misión Milagro* par PDVSA\***

2005	2006	2007	2008
125	-	25	9

Source : PDVSA. (2012). Informe de Gestión Anual 2012, Caracas, Venezuela.

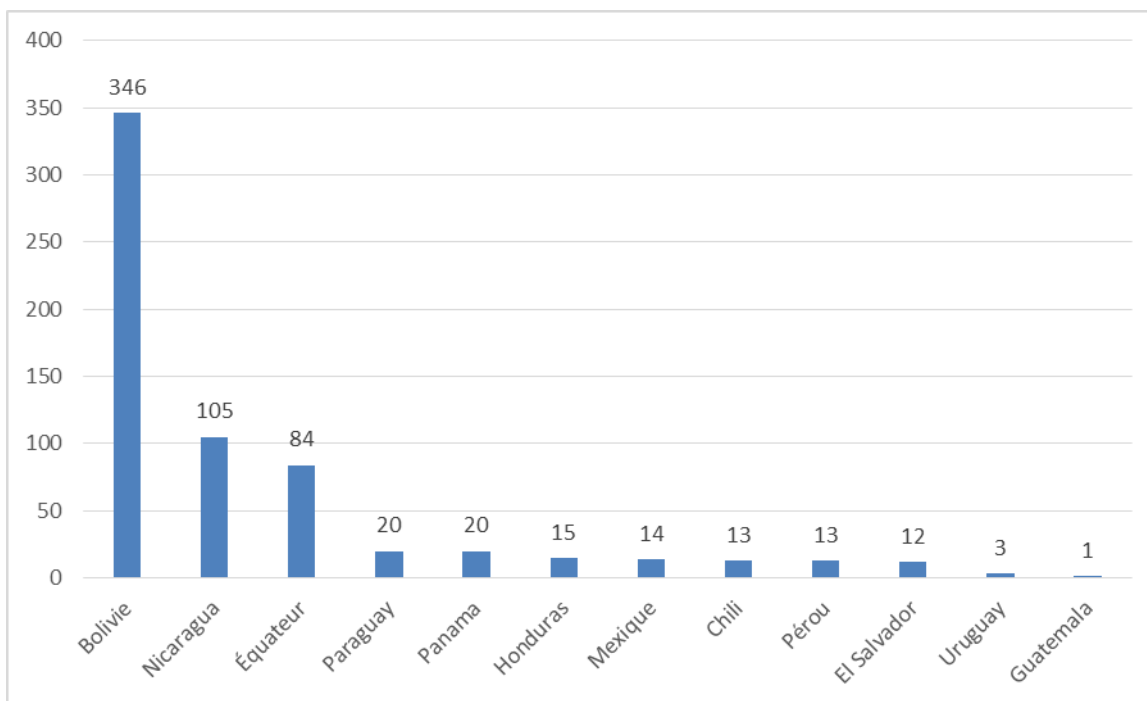
\* Aucun montant n'a été versé pour les années 2010-2012.

### 3. L'éducation

Le Venezuela maintient aussi comme priorité l'accès à l'éducation à travers un vaste programme de bourses d'étude. Par exemple, en 2008, 642 étudiants ont bénéficié des bourses du gouvernement du Venezuela pour l'éducation supérieure et près de 85% de ces étudiants provenaient de Bolivie, du Nicaragua et d'Équateur. Les communautés d'où proviennent ces

étudiants bénéficient indirectement de ce système de bourses car ils y retourneront travailler en tant que professionnels.<sup>33</sup>

**Graphique 4. Étudiants latino-américains admis avec bourse dans des programmes universitaires au Venezuela, 2008**



Source : SEGIB. (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », p. 78.

Finalement, la *Misión Robinson* est un important programme d'alphabétisation au Venezuela. Le 19 mars 2006, *Robinson Internacional*, aussi connu sous le nom du programme « Yo, sí puedo », est apparu afin de coopérer et d'échanger des expériences en matière d'éducation et de sport avec les autres pays d'Amérique latine. Le Nicaragua et la Bolivie s'y sont joints et des citoyens vénézuéliens sont alors allés réaliser des recensements dans plusieurs localités, trouver des participants pour leur inclusion dans le processus d'alphabétisation et former différentes structures boliviennes et nicaraguayennes selon la méthodologie « Yo, sí puedo ».<sup>34 35</sup> Le budget total du programme a été assumé par le Venezuela.

<sup>33</sup> SEGIB. (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », p. 77.

<sup>34</sup> La méthodologie « Yo, sí puedo » est l'association de chiffres et de lettres, selon l'hypothèse que l'adulte analphabète connaît intuitivement les nombres naturels. Chaque lettre est associée à un certain nombre selon une étude précédente de l'utilisation accrue des phonèmes (*Misión Robinson*, 2014).

<sup>35</sup> Ministère du pouvoir populaire pour l'Éducation. (2014). « Misión Robinson », [http://www.misionrobinson.me.gob.ve/index.php?option=com\\_content&task=view&id=14&Itemid=45#internacional](http://www.misionrobinson.me.gob.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=45#internacional), page consultée le 12 mars 2014.

**Tableau 6. Budget de la Misión Robinson pour la Bolivie**

Budget		
Année	Monnaie nationale (Bolivianos)	En dollars américains*
2006	3 782 475 Bs	547 549
2007	17 115 115 Bs	2 477 578
2008	14 652 369 Bs	2 121 072

Source : SEGIB. (2008). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica », p.96.

\* Basé sur le taux d'échange de Bloomberg en date du 12 mars 2014.

**Tableau 7. Nombre de bénéficiaires de la Misión Robinson en Bolivie, de 2006 à 2008**

Bénéficiaires	
Langue d'apprentissage	Total de gradués
Espagnol	601 650
Aymara	22 101
Quechua	13 183

Source : SEGIB. (2008). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica », p.96.

À la fin de l'année 2008, jusqu'à 636 934 personnes avaient reçus des cours d'alphabétisation. En juillet 2008, il était estimé que la population de 200 municipalités avait été entièrement alphabétisée et qu'il manquait seulement 100 000 citoyens à inclure aux cours.<sup>36</sup>

#### **4. La coopération financière**

En juin 2007, le Venezuela, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua ont signé le *Protocole d'accord pour la création future de la Banque de l'ALBA*. Celle-ci a officiellement vu le jour le 26 janvier 2008 comme entité financière avec sa propre personnalité politique. Le principal objectif de la Banque de l'ALBA est de contribuer au développement social et économique durable de ses membres, ainsi que de réduire la pauvreté, promouvoir l'intégration régionale et tenter de combattre les asymétries existantes.<sup>37</sup> Il est à noter que ce ne sont pas tous les pays qui participent à la Banque de l'ALBA. En effet, seulement la Bolivie, Cuba, le Nicaragua, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et le Venezuela en sont membres.<sup>38</sup>

<sup>36</sup> SEGIB. (2008). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica », p.96.

<sup>37</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 102.

<sup>38</sup> Système Économique Latinoaméricain et Caribéen. (2013). *Op. Cit.*, p. 8.

La création d'une monnaie régionale commune, le Sucre, a aussi été effectuée pour favoriser les échanges commerciaux entre les pays membres. Il s'agit d'une monnaie virtuelle exclusivement pour enregistrer les opérations entre les banques centrales, car le règlement sur place, soit les paiements aux exportateurs et les frais aux importateurs, est réalisé avec les monnaies locales respectives de chacun des pays membres. En 2010, lors de son instauration, on pouvait compter 10.1 millions de sucres en six opérations. Ce nombre a augmenté à 216.1 millions de sucres en 2011 et 851.9 millions en 2012, ce qui équivaut à 1,065.6\$ millions de dollars américains en 2 647 opérations de vente et achat entre la Bolivie, Cuba, l'Équateur et le Venezuela.<sup>39</sup> Au total, cinq pays participent à la monnaie commune, soit la Bolivie, l'Équateur, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. Celui-ci est le dernier à avoir joint le Sucre, le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

De plus, le 9 décembre 2007, plusieurs pays dont le Venezuela, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay ont signé l'acte de constitution de la Banque du Sud (*Banco del Sur*), un projet de banque de développement à caractère juridique. Les objectifs principaux sont le financement du développement économique et social des pays membres d'UNASUR qui sont membres de la Banque, le renforcement de l'intégration et la réduction des asymétries existantes entre les pays de la région. La Banque possède une représentation égalitaire et un fonctionnement démocratique.<sup>40</sup>

Finalement, outre la Banque de l'ALBA et la Banque du Sud, le Venezuela participe à plusieurs autres initiatives qui ont pour but la coopération financière, notamment la Banque interaméricaine de développement, la Corporation Andine de Promotion, la Banque de développement des Caraïbes et le Fonds latino-américain de réserve.<sup>41</sup>

## 5. L'aide humanitaire

Le secteur de l'aide humanitaire ne fait pas partie formellement d'une priorité du gouvernement vénézuélien mais, dans les dernières années, il a été possible d'observer une augmentation de cette aide.

Suite au tremblement de terre de 2010 en Haïti, le Venezuela a promis 1.3\$ milliards en aide pour aider à la reconstruction, le plus important montant des 58 donateurs, selon le Bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU pour Haïti. Après le séisme d'une magnitude de 7, Hugo Chávez a d'ailleurs mis Haïti en tête de ses priorités, a envoyé des milliers de tonnes de nourriture et a établi plusieurs camps pour les personnes déplacées par les événements. Au total, 5 500 tonnes d'aliments, de médicaments, d'eau, de produits chirurgicaux, de combustibles, etc. ont été envoyées en Haïti. De plus, des pompiers, des professionnels médicaux et autres ont apporté une aide aux tâches de sauvetage et d'assistance médicale. Finalement, 395\$ millions en dettes à PetroCaribe ont également été effacés.<sup>42</sup>

---

<sup>39</sup> Ministerio de Fomento, Industria y Comercio (MIFIC). (2013). « Informe de Relaciones Comerciales Nicaragua – Países del ALBA/Venezuela 2012 », Masaya, Nicaragua, p. 4.

<sup>40</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 104.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>42</sup> Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2011). *Op. Cit.*, p. 61.

Dans une entrevue avec l'Associated Press en 2011, le Président d'Haïti, Michel Martelly, affirmait d'ailleurs que la coopération avec le Venezuela était la plus importante à ce moment en termes d'impact direct. Une des principales raisons énumérées portait sur le fait que contrairement à l'aide des autres donateurs, tels les États-Unis, l'aide du Venezuela arrive sans conditions imposées.<sup>43</sup>

De plus, le Venezuela, à travers l'ALBA, a envoyé de l'assistance humanitaire aux réfugiés syriens en septembre 2013. Sept tonnes de nourriture et de fournitures médicales, ainsi que des couvertures ont été envoyées à l'Ambassade du Venezuela au Liban qui s'est chargée, avec l'Ambassade de Cuba et le Consulat de l'Équateur, de recevoir l'aide et de la distribuer dans les camps de réfugiés.<sup>44</sup>

Finalement, en décembre 2013, le Venezuela a aussi promis d'envoyer 100\$ millions en aide humanitaire aux autorités palestiniennes pour Gaza afin d'aider la population à affronter la tempête hivernale Alexa qui a causé des inondations, des coupures de courant et le déplacement d'environ 10 000 à 40 000 personnes.<sup>45</sup>

Il s'agit seulement de quelques exemples de l'assistance humanitaire fournie par le Venezuela. Au niveau régional, le pays envoie régulièrement des tonnes d'aliments, d'eau, de médicaments et de matériel médical, entre autres, lors de désastres naturels, d'inondations suite à des tempêtes tropicales ou d'épidémies (de dengue, par exemple).

## **VI - PAYS BÉNÉFICIAIRES**

Tel que mentionné précédemment, une des orientations principales de la coopération vénézuélienne est le renforcement de l'intégration régionale du continent latino-américain et des Caraïbes. Cette section sera ainsi divisée en deux parties, c'est-à-dire la coopération au niveau régional et la coopération internationale. La première partie de cette section, soit la coopération au niveau de l'Amérique latine, prendra en considération à la fois la coopération bilatérale et la coopération multilatérale à travers l'ALBA.

### **1. La coopération régionale**

#### **a. Cuba**

Suite à la chute de l'Union Soviétique et la fin de la Guerre Froide, Cuba s'est retrouvé du jour au lendemain sans son principal allié depuis plusieurs décennies. Le pays s'est ainsi tourné vers de nouveaux partenaires et le Venezuela, suite à son virage à gauche en 1998 avec l'arrivée

---

<sup>43</sup> Associated Press. (2011). « AP Interview : Haiti leader says Venezuela aid is key », 4 décembre 2011, <http://cnsnews.com/news/article/ap-interview-haiti-leader-says-venezuela-aid-key>, page consultée le 10 mars 2014.

<sup>44</sup> The Daily Star. (2013). « Latin America sends aid to Syrian refugees in Lebanon », 17 septembre 2013, <http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2013/Sep-17/231520-latin-america-sends-aid-to-syrian-refugees-in-lebanon.ashx#axzz2vbZwmJGV>, page consultée le 10 mars 2014.

<sup>45</sup> Ma'an News Agency. (2013). « Venezuela to send humanitarian aid to Gaza via PA », 22 décembre 2013. <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=658791>, page consultée le 10 mars 2014.



au pouvoir d'Hugo Chávez, représentait un allié potentiel très proche, idéologiquement et géographiquement. En octobre 2000, Cuba et le Venezuela ont signé l'*Accord intégral de coopération (Convenio Integral de Cooperación)* dans lequel ils acceptaient de mettre en place des programmes et actions conjointes en termes de coopération. À travers cet accord, le Venezuela acceptait de fournir 53 000 barils de pétrole par jour à Cuba en échange de l'envoi au Venezuela de médecins cubains, de spécialistes et de techniciens de la santé gratuitement.<sup>46</sup>

En décembre 2004, cet accord a laissé place au *Traité entre Cuba et le Venezuela pour l'application de l'ALBA*. À travers la nouvelle alliance, Cuba et le Venezuela acceptaient de travailler conjointement avec d'autres pays latino-américains afin d'éliminer l'analphabétisme et mettre en place des programmes de santé, tel que la *Misión Milagro*, mentionnée précédemment. Pour sa part, le Venezuela acceptait de mettre en œuvre un transfert de technologie dans le secteur énergétique et le financement de projets d'infrastructure à Cuba.<sup>47</sup> Le tableau ci-dessous illustre l'aide totale du Venezuela à Cuba pour l'année 2008. L'aide accumulée depuis 1999 est estimée à environ 18\$ milliards.<sup>48</sup>

**Tableau 8. Aide totale du Venezuela à Cuba pour l'année 2008 (en milliards de dollars)**

	Montant
<b>Paiements pour services professionnels</b>	<b>5.6</b>
<b>Subventions pour le pétrole vendu au prix fixe de 24\$US</b>	<b>2.5</b>
<b>Autres projets de coopération bilatérale</b>	<b>1.87</b>

Source : Romero, Carlos A. (2013). « South-South Cooperation between Venezuela and Cuba », *Special Report on South-South Cooperation, The Reality of Aid*, p. 109.

Comme il a été mentionné dans la section sur les secteurs prioritaires de l'APD vénézuélienne, les deux pays collaborent grandement pour étendre leurs programmes sociaux au reste de la région. Les meilleurs exemples sont les programmes de santé, comme la *Misión Milagro*, et d'éducation, comme les vastes programmes d'accès aux études supérieures, que ce soit par les bourses du Venezuela ou par l'accueil d'étudiants étrangers à l'École latino-américaine de médecine (ELAM), à Cuba.

## **b. Le Nicaragua**

Depuis le tournant à gauche du Nicaragua suite à l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega et du *Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN)*, le Nicaragua constitue l'un des principaux alliés du Venezuela. Ce dernier a versé au Nicaragua plus de deux milliards de dollars en aide au développement depuis 2007 mais ce n'est que dans les dernières années que cette coopération est devenue plus importante. En 2007, au tout début de ces nouvelles relations, la coopération

<sup>46</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 92.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 92.

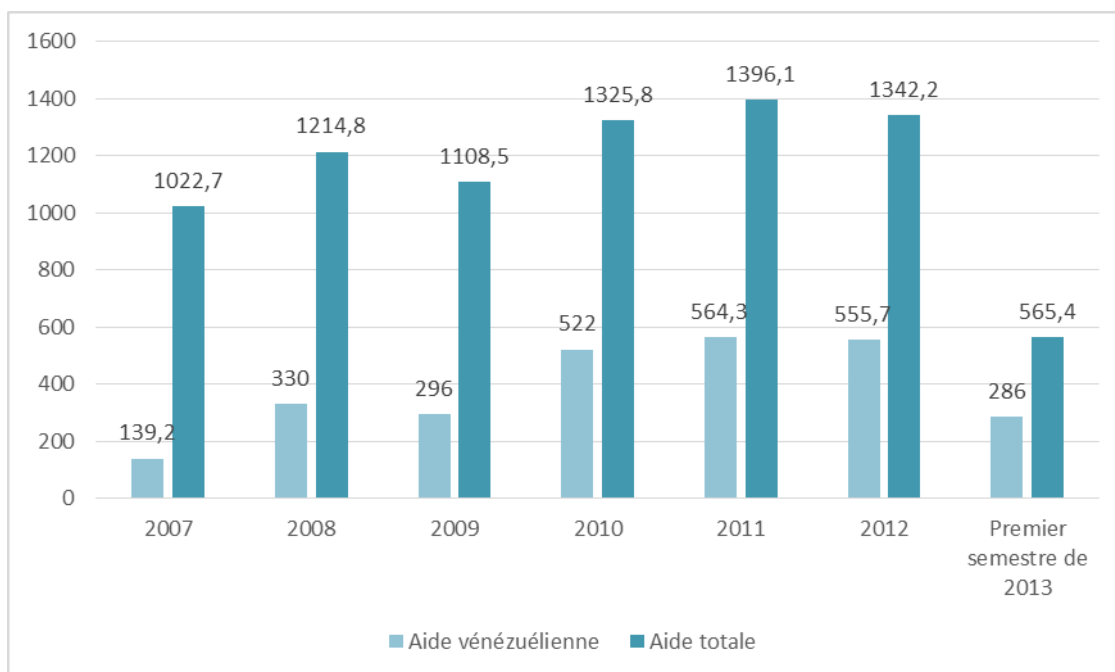
<sup>48</sup> Romero, Carlos A. (2013). *South-South Cooperation between Venezuela and Cuba*, *Special Report on South-South Cooperation, The Reality of Aid*, p. 109.

financière du Venezuela représentait seulement 2.4% du PIB, les exportations vers ce pays représentaient seulement 0.1% du PIB et le Venezuela répondait à 23% de la demande totale en pétrole du Nicaragua.<sup>49</sup>

En octobre 2013, la Banque Centrale du Nicaragua a émis son Rapport de Coopération officielle externe dans lequel elle fait mention de la coopération totale, ainsi que de la coopération au secteur public et privé pour le premier semestre de 2013. Au total, le Nicaragua a reçu 565.4\$ millions, soit 5.1 % du PIB, en aide vénézuélienne. En comparaison avec le premier semestre de 2012, la Banque Centrale du Nicaragua note une diminution de 46.3\$ millions en coopération externe officielle, en majorité des ressources qui étaient dirigées vers le secteur privé (33.9\$ millions) et dont la majorité était sous forme de prêts (32.5\$ millions).<sup>50</sup>

Le graphique suivant montre l'évolution de l'aide au développement vénézuélienne dirigée vers le Nicaragua, par rapport à l'aide totale reçue. Le Venezuela représente pour le Nicaragua le plus important bailleur de fonds en ce qui a trait à la coopération. Il passe en effet au premier rang, devant la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), la Banque Interaméricaine de développement (BID), l'Union Européenne, la Banque Mondiale et les États-Unis.

**Graphique 5. Aide vénézuélienne par rapport à l'aide totale (en millions de dollars)**



Source : Banco Central de Nicaragua, 2013, p. 13 à 51.

<sup>49</sup> Système Économique Latinoaméricain et Caribéen. (2013). *Op. Cit.*, p. 11.

<sup>50</sup> Banco Central de Nicaragua. (Octobre 2013). « Informe de Cooperación Oficial Externa – I Semestre 2013 ». Managua : Nicaragua, p. 5.

Pour le premier semestre de 2013, la coopération vénézuélienne se chiffrait à 286.1\$ millions, sous forme de prêts au secteur privé, sans compter les investissements étrangers directs. Au total, cette aide se chiffrait à 314.3\$ millions, c'est-à-dire 285\$ millions qui étaient prêtés par l'entremise de PDVSA, l'entreprise publique vénézuélienne responsable du pétrole, 0.6\$ millions en prêts de la Banque de développement du Venezuela et finalement, 28.2\$ millions en investissements étrangers directs.<sup>51</sup>

Il est important de mentionner que sur les 285.5\$ millions de prêts de PDVSA, un total de 62% a été dirigé vers des projets de production sociale, notamment en ce qui a trait à la souveraineté énergétique (119.9\$ millions), au financement de la production agricole et forestière (6.5\$ millions), au financement du développement des affaires (5.6\$ millions), au développement du commerce équitable (3.5\$ millions) et aux infrastructures de logement (2\$ millions). Les prêts restants ont été attribués à des projets sociaux, tels le *Bono Solidario*<sup>52</sup> (31.6\$ millions), aux subventions de transport<sup>53</sup> (23.1\$ millions) et aux infrastructures de logements (10.8\$ millions), parmi d'autres.<sup>54</sup>

**Tableau 9. Coopération vénézuélienne au Nicaragua à travers l'ALBA-TCP  
(en millions de dollars)\***

		2008	2009	2010	2011	2012	Premier semestre de 2013
<b>Total</b>		<b>461.0</b>	<b>443.0</b>	<b>533.0</b>	<b>609.3</b>	<b>712.2</b>	<b>314.3</b>
<b>Excluant les investissements étrangers directs</b>		330.0	296.0	522.0	564.3	555.7	286.1
<b>1</b>	<b>Prêts</b>	<b>306.0</b>	<b>240.6</b>	<b>522.0</b>	<b>564.3</b>	<b>555.7</b>	<b>286.1</b>
	PDVSA	293.0	236.0	522.0	557.6	550.7	285.5
	BANDES	13.0	4.6	0.0	6.7	5.0	0.6
<b>2</b>	<b>Donations</b>	<b>24.0</b>	<b>55.4</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
<b>3</b>	<b>Investissements étrangers directs</b>	<b>131.0</b>	<b>147.0</b>	<b>11.0</b>	<b>45.0</b>	<b>156.5</b>	<b>28.2</b>
	Raffinerie	32.0	4.0	11.0	45.0	128.4	2.6
	Production d'électricité	99.0	143.0	0.0	0.0	23.0	19.5
	Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	5.1	6.1

<sup>51</sup> Banco Central de Nicaragua. (Octobre 2013). « Informe de Cooperación Oficial Externa – I Semestre 2013 », Managua, Nicaragua, p. 10.

<sup>52</sup> Le Bono Solidario est un programme de sécurité sociale pour les employés publics. Il comprend le *Bono Cristiano, Socialista y Solidario* dont bénéficient plus de 150 000 travailleurs du secteur public qui ont des revenus inférieurs à 5 000 córdobas (environ 195\$US). À travers ce programme, ils reçoivent 750 córdobas par mois, soit environ 29\$US (Banco Central de Nicaragua, 2013).

<sup>53</sup> Le programme de Subvention de transport inclue les projets de Tarification sociale et Transports collectifs qui permettent à 800 000 usagers quotidiens de bénéficier d'un passage par personne à 2.50 córdobas (0.10\$US) (Banco Central de Nicaragua, 2013).

<sup>54</sup> Banco Central de Nicaragua. (Octobre 2013). Informe de Cooperación Oficial Externa – I Semestre 2013. Managua : Nicaragua, p. 10.

Source : Albanisa y Albacaruna, dans Banco Central de Nicaragua, 2013, p. 11.

\* Tableau basé sur des données préliminaires selon la Banque Centrale du Nicaragua. Les données pour 2013 sont compilées jusqu'au 30 août 2013.

### c. La Bolivie

C'est en 2006, avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, le premier président indigène démocratiquement élu en Bolivie, que le pays a connu un réel virage à gauche, se rapprochant idéologiquement du Venezuela et de ses alliés. Depuis cette année-là, les deux pays ont signé plusieurs accords pour favoriser les échanges technologiques et scientifiques dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'environnement, des télécommunications et de la recherche de l'espace à des fins pacifiques.<sup>55</sup>

Le Venezuela et la Bolivie ont signé l'*Accord de coopération dans le secteur énergétique* afin de favoriser la coopération et l'intégration entre les deux pays, le développement des domaines du gaz, du pétrole, de l'électricité et de la pétrochimie et la consolidation d'initiatives régionales comme Petroamérica.<sup>56</sup>

Plusieurs autres accords ont aussi été signés, notamment l'*Accord de coopération en matière agricole et de développement rural*, pour augmenter la coopération technique et scientifique entre les deux pays par la mise en œuvre de projets agricoles. L'*Accord de coopération en matière d'éducation supérieure* est aussi important à mentionner car il est orienté vers la lutte contre l'analphabétisme et vise l'échange d'expériences dans le domaine de l'éducation.<sup>57</sup>

Finalement, le Venezuela et la Bolivie ont signé l'*Accord de coopération dans le domaine de la santé et de la médecine* qui vise la formation de professionnels médicaux boliviens au Venezuela, l'alimentation en médicaments pour le contrôle de maladies comme la malaria, la tuberculose et la diarrhée, ainsi que la définition de stratégies sanitaires conjointes et le développement d'actions de coopération technique pour les politiques de santé et la gestion des services sanitaires.<sup>58</sup> D'autres échanges ont également eu lieu notamment dans les programmes sociaux, tels que la *Misión Robinson*, mentionnée précédemment.

### d. Haïti

Le Venezuela n'est pas l'un des plus grands donateurs d'Haïti mais il est possible d'observer durant les dernières années un désir de plus en plus grandissant du gouvernement vénézuélien de s'impliquer dans l'aide au développement de pays comme Haïti. En devenant de plus en plus présent en Haïti, le Venezuela peut ainsi se rapprocher d'un des plus importants pays bénéficiaires de l'aide au développement des États-Unis et répondre à son objectif de lutter contre

---

<sup>55</sup> Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela en Bolivie. (2014). « Relaciones Bilaterales », [http://bolivia.embajada.gob.ve/index.php?option=com\\_content&view=article&id=5&Itemid=8&lang=es](http://bolivia.embajada.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=5&Itemid=8&lang=es), page consultée le 11 mars 2014.

<sup>56</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 94.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>58</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 94.

un monde unipolaire. De plus, Haïti se trouve à proximité du Venezuela et de son allié proche, Cuba, et cherche de plus en plus des solutions aux problèmes du sous-développement.

Outre l'aide humanitaire apportée à Haïti suite au tremblement de terre de 2010, le Venezuela lui fournit aussi une coopération qui lui est précieuse à travers PetroCaribe. En effet, selon l'accord de coopération entre Haïti et le Venezuela signé en 2012, ce dernier promettait 369\$ millions en aide au développement pour des projets qui s'effectueraient à travers PetroCaribe. Au total, 125\$ millions étaient accordés pour financer des projets, 34\$ millions pour la reconstruction du parlement, 66\$ millions pour le Système National d'Identification, 19\$ millions pour l'hôpital de Jacmel, 10\$ millions pour des projets d'alphabétisation, 52\$ millions pour l'administration, \$14 millions pour les sports, 19\$ millions pour l'agriculture et 30\$ millions pour la restauration des communautés.<sup>59</sup>

Ainsi, tel que mentionné, un montant de 125\$ millions était attribué à des projets sociaux en Haïti à travers les programmes de PetroCaribe. Parmi ces projets, il y a des projets d'infrastructure, telle la construction des aéroports de Jacmel, des Cayes et de l'Ile-à-Vache, ainsi que des programmes d'alphabétisation. Par conséquent, les secteurs ciblés sont l'infrastructure, l'agriculture, le développement des villes, le logement, l'alphabétisation et le développement humain. Pour ce dernier, l'aide au développement du Venezuela en Haïti met l'accent sur les ressources humaines et l'éducation, en contribuant avec des bourses d'études au Venezuela. L'appui à la scolarisation est d'ailleurs l'une des priorités du gouvernement haïtien.<sup>60</sup> Finalement, à travers PetroCaribe, ce sont 14 000 barils de pétrole qui sont fournis à Haïti par jour à des taux de financement préférentiels.<sup>61</sup>

Le gouvernement d'Haïti, dans sa revue de portefeuille de 2013 de la coopération externe, admet toutefois que certaines composantes des projets font face à des lenteurs et les différents acteurs cherchent des solutions pour rendre la mise en œuvre plus efficace.

#### **e. Autres pays d'Amérique latine**

Outre les pays énumérés précédemment, le Venezuela a des projets de coopération bilatérale avec presque tous les pays d'Amérique latine. Le tableau suivant illustre le nombre de projets par pays pour les années 2008 à 2010.

---

<sup>59</sup> Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela aux États-Unis. (2013). « La continua ayuda de Venezuela a Haití », janvier 2013, Washington, D.C.

<sup>60</sup> Ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE). (2013). « Revue de portefeuille de la coopération internationale », 16 au 20 septembre 2013, Haïti, p. 59.

<sup>61</sup> Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela aux États-Unis. (2012). « Venezuela's Aid to Haiti: Two Years After the Earthquake », janvier 2012, Washington, D.C.

**Tableau 10. Nombre de projets de coopération bilatérale  
du Venezuela par pays, 2008-2010\***

<b>Pays receveur</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Argentine</b>	6	12	-
<b>Bolivie</b>	11	16	25
<b>Brésil</b>	2	11	8
<b>Chili</b>	2	2	1
<b>Colombie</b>	1	2	1
<b>Costa Rica</b>	1	1	-
<b>Cuba</b>	34	20	103
<b>Équateur</b>	15	9	4
<b>El Salvador</b>	5	3	1
<b>Guatemala</b>	3	2	1
<b>Honduras</b>	1	4	-
<b>Mexique</b>	1	3	1
<b>Nicaragua</b>	30	25	24
<b>Paraguay</b>	2	5	2
<b>Pérou</b>	3	3	-
<b>République dominicaine</b>	14	2	4
<b>Uruguay</b>	8	6	4

Source : Données compilées à l'aide des rapports sur la coopération sud-sud en Amérique latine de 2008 à 2010.

\* Le Venezuela a annoncé en 2011 qu'il ne fournirait plus de données pour le rapport annuel du SEGIB.

Il est important de noter aussi que le Venezuela coopère grandement dans les initiatives d'intégration régionale du continent, notamment dans UNASUR et MERCOSUR, vu l'absence des États-Unis dans ces deux institutions, contrairement à d'autres organisations comme l'Organisation des États Américains envers laquelle le Venezuela est davantage critique.

## **2. La coopération internationale**

Le programme de coopération internationale du Venezuela vise à combattre l'impérialisme et éliminer l'hégémonie unipolaire américaine à travers le monde. Par conséquent, les pays avec lesquels le Venezuela coopère sont principalement des pays qui ne font pas partie du cercle proche des États-Unis et de ses alliés.

### a. La Chine

Plusieurs accords ont été signés avec la Chine en termes de coopération énergétique, notamment les pactes commerciaux entre la Corporation nationale chinoise du pétrole et PDVSA en ce qui concerne l'acquisition de matériel, l'augmentation de l'envoi de pétrole vénézuélien à la Chine, la coopération de l'exploration et la production, ainsi que la formation de co-entreprises. De plus, la Chine et le Venezuela ont renforcé leur coopération en ce qui a trait aux secteurs agricole, d'infrastructures, d'information, de télécommunications et d'exploration aérospatiale. Finalement, en 2008, le *Fonds conjoint de financement chinois-vénézuélien* a été créé, avec la participation de la BANDES et de la Banque de développement chinoise, afin de financer des projets de développement dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, du transport et des infrastructures.<sup>62</sup>

### b. L'Afrique

Les relations avec l'Afrique ont grandement changé dans la période 2005 à 2012, respectant les objectifs du *Plan Nacional Simón Bolívar* (2007-2013), les objectifs du MPPRE et les documents provenant du 2<sup>e</sup> Sommet des pays d'Amérique du Sud-Afrique (ASA) en septembre 2009, du Plan de mise en œuvre Amérique du Sud-Afrique 2011-2015 approuvé en septembre 2010 et des orientations du président du Venezuela.<sup>63</sup> La proposition diplomatique de l'*Agenda África* définissait un cadre juridique pour une coopération dans des secteurs comme l'énergie, les communications, l'éducation, la science, les technologies, les finances, la santé, la culture, l'environnement, le transport et le tourisme.<sup>64</sup> Au total, depuis ce changement dans les relations du Venezuela avec l'Afrique, ce sont plus de 200 accords qui ont été signés, principalement dans les domaines agricole, pétrolier et technologique.<sup>65</sup> Plusieurs accords en termes de coopération internationale et d'échanges commerciaux ont été signés avec des pays comme l'Angola, la Gambie, le Bénin,<sup>66</sup> la Lybie et sans oublier la filière de PDVSA en Afrique du Sud.

### c. La Russie

La Russie est un allié de plus en plus proche du Venezuela. Le secteur le plus intéressant pour les deux pays demeure celui de l'énergie, basé sur l'incorporation de nouvelles technologies pour l'exploration et l'étude de dépôts vénézuéliens et l'engagement du Venezuela d'intégrer GAZPROM au projet de grand pipeline du sud.<sup>67</sup> Lors d'une visite diplomatique de la Russie au Venezuela en 2011, les deux pays ont signé des accords bilatéraux valant 8\$ milliards de dollars dans les domaines du développement, de la coopération technique-militaire, de l'énergie et de l'agriculture. Il existe aussi entre les deux pays une Banque Bi-Nationale, fondée en 2009, pour fournir des fonds pour divers projets dans les secteurs économiques et pour augmenter la

---

<sup>62</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 96.

<sup>63</sup> Lucena Molero, H. (2013). « La Agenda África venezolana (2005-2012) », dans *Humania del Sur*, 8 (14), janvier-juin 2013, p. 137.

<sup>64</sup> Lucena Molero, H. (2013). *Op. Cit.*, p. 139.

<sup>65</sup> AVN. (2011). « Venezuela ha firmado 200 acuerdos de cooperación con África », 14 janvier 2011, Caracas.

<sup>66</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 96-97.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 96.

coopération financière entre la Russie et le Venezuela.<sup>68</sup> Finalement, en février 2014, le Ministre de la Défense russe a annoncé l'installation de bases militaires dans des pays comme le Venezuela, Cuba et le Nicaragua, signifiant un rapprochement important entre la Russie et ces pays de la gauche latino-américaine. En 2008, Hugo Chávez avait d'ailleurs manifesté son intérêt d'avoir une présence militaire russe sur le territoire vénézuélien,<sup>69</sup> sans aucun doute pour se protéger des États-Unis.

#### **d. Autres pays**

Finalement, plusieurs autres pays coopèrent régulièrement avec le Venezuela. Ce dernier entretient des relations étroites avec le Vietnam, par exemple. Il est question notamment de la construction d'une raffinerie vénézuélienne au Vietnam et plusieurs accords de coopération énergétique ont été signés entre PDVSA et PETROVIETNAM, en lien avec la production, le raffinage, l'alimentation et la commercialisation du gaz et du pétrole dans les deux pays. La « *Casa de la Amistad et la Solidaridad* » a également été fondée en 2007 pour favoriser les échanges d'expériences et de programmes de coopération entre le Venezuela et le Vietnam dans des secteurs comme l'éducation, la technologie et la sécurité alimentaire.<sup>70</sup>

L'Iran fait aussi partie des pays alliés du Venezuela. Les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération, principalement énergétique, mais également en lien avec l'agriculture et la construction de logements. Un fonds a aussi été créé entre le Venezuela et l'Iran pour le financement d'échanges commerciaux, d'investissements, de garanties et pour servir de levier financier à des projets économiques et sociaux.<sup>71</sup>

Plusieurs autres pays ne sont pas mentionnés dans cette section mais font aussi partie des pays avec qui le Venezuela coopère, notamment la Malaisie.

## **VII - DÉFIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Suite au décès d'Hugo Chávez en 2013, le Venezuela a perdu le principal défenseur de la révolution bolivarienne et du vaste programme de coopération régionale et internationale qu'il a mis en place. Plusieurs défis restent à surmonter pour assurer que le Venezuela demeure un acteur important dans la coopération sud-sud en Amérique latine et à travers le monde. D'une part, le Venezuela devra régler les problèmes économiques et politiques qui sévissent dans le pays depuis quelques années. Les tensions politiques de 2014 sont le premier exemple du climat d'insécurité qui règne dans le pays, que ce soit une insécurité économique ou politique. Au niveau de l'économie, le Venezuela souffre d'un taux d'inflation très élevé de 56,2% (taux de 2013), ce qui a plusieurs conséquences sur l'économie du pays, notamment la perte de pouvoir

---

<sup>68</sup> Venezuelaanalysis.com. (2011). « Venezuela and Russie Sign Bilateral Accords Worth \$8 Billion », 7 octobre 2011, <http://venezuelanalysis.com/news/6545>.

<sup>69</sup> BBC Mundo. (2014). « Rusia negocia mayor presencia militar en Venezuela, Cuba y Nicaragua », 26 février 2014, [http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas\\_noticias/2014/02/140226\\_ultnot\\_rusia\\_bases\\_msd.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas_noticias/2014/02/140226_ultnot_rusia_bases_msd.shtml).

<sup>70</sup> Santander Campos, Guillermo, *Op. Cit.*, p. 96.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 96.



d'achat des travailleurs.<sup>72</sup> De plus, en 2003, le gouvernement du Venezuela a imposé un contrôle sur les devises étrangères suite à une tentative de coup d'état, pour éviter les fuites de capitaux et pour contrôler les prix des produits alimentaires de base. Le gouvernement a donc vendu le dollar à un taux fixe, tout en gardant une restriction sur les ventes ce qui a eu pour effet d'accroître le marché noir pour les devises étrangères, notamment le dollar américain. Finalement, certaines données de base comme le lait et le papier de toilette ne sont pas toujours disponibles dans les magasins. Cela crée un phénomène où la demande est plus forte que l'offre, ce qui cause un climat d'insécurité. Si les compagnies ne peuvent pas avoir accès au dollar, les importations sont difficiles, ce qui crée une pénurie de certains produits.<sup>73</sup> Ces problèmes économiques sont donc en partie à la base des tensions politiques qui sévissent depuis plusieurs mois entre les partisans du gouvernement et les opposants. Le gouvernement devra entreprendre un dialogue avec l'opposition, tout en trouvant des solutions pour rétablir l'économie.

D'autre part, du fait de son caractère idéologique, le programme de coopération du Venezuela dépend entièrement du climat politique du pays. Un changement de régime aurait forcément des répercussions importantes sur les orientations du programme de coopération, touchant également les pays qui reçoivent cette aide et qui en dépendent, ainsi que sur le fonctionnement du programme puisqu'il est basé sur les ressources pétrolières nationalisées. Il va sans dire qu'une privatisation des compagnies pétrolières signifierait fort probablement la fin des échanges et de la coopération qui sont principalement basés sur cette ressource. Pour que ce programme de coopération survive, les prochains gouvernements devront trouver des moyens d'intégrer les mécanismes et instruments mis en place durant la période de 1998 à 2013.

## VIII – CONCLUSION

Malgré les nombreux défis à venir pour le programme d'aide au développement du Venezuela dû au décès d'Hugo Chávez Frías et des situations économique et politique instables, il n'y a aucun doute que la période de coopération vénézuélienne de 1998 à 2013 a mené à la transformation de la région latino-américaine. Les objectifs premiers de ce programme de coopération envisagé par son fondateur étaient le renforcement de la souveraineté nationale, la solidarité, la complémentarité des économies, la promotion d'un monde multipolaire et la promotion de l'intégration de l'Amérique latine. Hugo Chávez n'a pas seulement laissé derrière lui une période de 15 années de coopération sud-sud importante, il a également laissé comme héritage de nombreux instruments et mécanismes qui ont permis d'établir les bases d'une régionalisation de l'Amérique latine et d'une augmentation de son niveau d'autonomie face à des pays comme les États-Unis.

---

<sup>72</sup> BBC News. (2014). « What's behind Venezuela's economic woes? », 15 janvier 2014, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-25745959>, page consultée le 8 mars 2014.

<sup>73</sup> *Ibid.*

## BIBLIOGRAPHIE

- Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela aux États-Unis. (2012). « Venezuela's Aid to Haiti: Two Years After the Earthquake », janvier 2012, Washington, D.C.
- Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela aux États-Unis. (2013). « La continua ayuda de Venezuela a Haití », janvier 2013, Washington, D.C.
- Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela en Bolivie. (2014). « Relaciones Bilaterales », [http://bolivia.embajada.gob.ve/index.php?option=com\\_content&view=article&id=5&Itemid=8&lang=es](http://bolivia.embajada.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=5&Itemid=8&lang=es), page consultée le 11 mars 2014.
- Associated Press. (2011). « AP Interview : Haiti leader says Venezuela aid is key », 4 décembre 2011, <http://cnsnews.com/news/article/ap-interview-haiti-leader-says-venezuela-aid-key>, page consultée le 10 mars 2014.
- AVN. (2011). « Venezuela ha firmado 200 acuerdos de cooperación con África », 14 janvier 2011, Caracas.
- Banco Central de Nicaragua. (Octobre 2013). « Informe de Cooperación Oficial Externa – I Semestre 2013 », Managua, Nicaragua.
- BBC Mundo. (2014). « Rusia negocia mayor presencia militar en Venezuela, Cuba y Nicaragua », 26 février 2014, [http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas\\_noticias/2014/02/140226\\_ulntot\\_rusia\\_bases\\_msd.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas_noticias/2014/02/140226_ulntot_rusia_bases_msd.shtml).
- BBC News. (2014). « What's behind Venezuela's economic woes? », 15 janvier 2014, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-25745959>, page consultée le 8 mars 2014.
- Chávez Frías, H. (2011). « El socialismo del siglo XXI », *Cuadernos para el debate*, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, Venezuela.
- Comisión de Enlace para la Internacionalización de las Misiones Sociales (CEIMS). « La Misión Milagro », [http://ceims.mppre.gob.ve/index.php?option=com\\_content&view=article&id=523&Itemid=28](http://ceims.mppre.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=523&Itemid=28), page consultée le 10 mars 2014.
- Correo del ALBA. (2013). « PetroCaribe y la integración económica regional », numéro 27, juin-juillet 2013, La Paz, Bolivie, p. 28-29.
- Daher, R. (2008). « L'ALBA combat avec succès la globalisation du néolibéralisme », *Alternative International*, en ligne : <http://www.alterinter.org/spip.php?article2551> [page consultée le 10 février 2014].

Hirst, J. D. (2011). « A Guide to ALBA: What is the Bolivarian Alternative to the Americas and What Does It Do? » dans *Americas Quarterly*, <http://www.americasquarterly.org/hirst/article>, page consultée le 3 mars 2014.

Lucena Molero, H. (2013). « La Agenda África venezolana (2005-2012) », dans *Humania del Sur*, 8 (14), janvier-juin 2013, p. 135-154.

Ma'an News Agency. (2013). « Venezuela to send humanitarian aid to Gaza via PA », 22 décembre 2013. <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=658791>, page consultée le 10 mars 2013.

Ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE). (2013). « Revue de portefeuille de la coopération internationale », 16 au 20 septembre 2013, Haïti.

Ministerio de Fomento, Industria y Comercio (MIFIC). (2013). « Informe de Relaciones Comerciales Nicaragua – Países del ALBA/Venezuela 2012 », Masaya, Nicaragua.

Ministère du pouvoir populaire pour l'Éducation. (2014). « Misión Robinson », [http://www.misionrobinson.me.gov.ve/index.php?option=com\\_content&task=view&id=14&Itemid=45#internacional](http://www.misionrobinson.me.gov.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=45#internacional), page consultée le 12 mars 2014.

Ojeda Medina, T. (2010). « Experiencias venezolanas en cooperación sur-sur », dans *La cooperación Sur-Sur en Latinoamérica. Utopía y realidad*, Ayllón, B. y Surasky, J. (Coordonnateurs), Instituto Universitario de Desarrollo y Cooperación (IUDC), Madrid, p. 153-176.

PDVSA. (2008). « Informe de Gestión Anual 2008 », Caracas, Venezuela.

PDVSA. (2010). « Informe de Gestión Anual 2010 », Caracas, Venezuela.

PDVSA. (2012). « Informe de Gestión Anual 2012 », Caracas, Venezuela.

PetroCaribe. « Directives pour des projets sociaux dans le cadre de PetroCaribe ». Ministerio del Poder Popular para la Energía y Petróleo, Gobierno Bolivariano de Venezuela.

PetroCaribe. (2014). Site Internet officiel, <http://www.petrocaribe.org>.

Presidencia de la República Bolivariana de Venezuela. (2007). « Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación (2007-2013) », Caracas, Venezuela.

Romero, Carlos A. (2013). South-South Cooperation between Venezuela and Cuba », *Special Report on South-South Cooperation, The Reality of Aid*, p. 109.

Rodríguez García, M. (2013). « La Cooperación Venezolana en América latina: de la retórica a la acción », dans *América Latina Hoy*, 63.

- Santander Campos, Guillermo. (2011). « Venezuela: El Donante « Bolivariano » », dans *Nuevos donantes y cooperación Sur-Sur: estudios de caso* (Coordonnateur), Estudios e Informes ICEI, 6, Instituto Complutense de Estudios Internacionales, UCM, Madrid, p. 87-107.
- Secretaría General Iberoamericana SEGIB. (2009). « Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2009 », SEGIB Studies no. 4, Madrid, p.67.
- Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2010). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica 2010 », Estudios SEGIB no. 5, Madrid.
- Secretaría General Iberoamericana (SEGIB). (2011). « Informe de la Cooperación Sur-Sur en Iberoamérica 2011 », Estudios SEGIB no. 6, Madrid.
- Système Économique Latino-Américain et Caribéen. (2013). « ALBA-TCP as a mechanism for cooperation with a regional scope », XXXIX Regular Meeting of the Latin American Council, 27- 29 octobre 2013, Caracas, Venezuela.
- The Daily Star. (2013). « Latin America sends aid to Syrian refugees in Lebanon », 17 septembre 2013, <http://www.dailystar.com.lb/News/Lebanon-News/2013/Sep-17/231520-latin-america-sends-aid-to-syrian-refugees-in-lebanon.ashx#axzz2vbZwmJGV>, page consultée le 10 mars 2014.
- United Nations Development Program. (2011). « Official Development Assistance », dans *Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*, Chapitre 5, New York.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2010). *Development Cooperation for the MDGs – Maximizing Results*, International Development Cooperation Report, UNDESA, New York.
- Venezuelaanalysis.com. (2011). « Venezuela and Russie Sign Bilateral Accords Worth \$8 Billion », 7 octobre 2011, <http://venezuelaanalysis.com/news/6545>.

### ANNEXE A - Vente à des pays avec des accords de coopération énergétique (par millier de barils par jour)

	2007		2008		2009		2010		2011		2012	
A : Alimentation Q : Quota	A	Q	A	Q	A	Q	A	Q	A	Q	A	Q
<b>PetroCaribe</b>												
Antigua-et- Barbuda	4,4	1,5	4,4	0,5	4,4	0,5	4,4	1,1	4,4	0,6	4,4	1,3
Belize	1,0	0,4	4,0	0,5	4,0	0,4	4,0	-	4,0	-	4,0	0,8
Dominique	1,0	-	1,0	0,4	1,0	0,3	1,0	0,4	1,0	0,3	1,0	0,4
El Salvador	-	-	-	-	3,6	3,5	3,6	3,5	7,0	7,2	7,0	12,7
Grenade	1,0	0,2	1,0	0,8	1,0	0,7	1,0	0,8	1,0	0,1	1,0	0,8
Guatemala	-	-	20,0	-	20,0	-	20,0	-	20,0	-	20,0	-
Guyane	5,2	1,8	5,2	3,9	5,2	3,0	5,2	2,8	5,2	3,9	5,2	6,9
Haïti <sup>(1)</sup>	14,0	-	14,0	8,5	14,0	14,2	14,0	11,7	14,0	13,8	14,0	14,2
Honduras	-	-	20,0	3,4	20,0	5,9	20,0	-	20,0	-	20,0	-
Jamaïque	23,5	24,6	23,5	24,2	23,5	27,9	23,5	25,6	23,5	24,4	23,5	25,9
Nicaragua <sup>(1)</sup>	27,0	4,7	27,0	15,3	27,0	25,1	27,0	23,1	27,0	16,6	27,0	27,5
République dominicaine	50,0	22,9	30,0	27,2	30,0	27,6	20,0	29,2	30,0	26,5	30,0	26,9
San Cristóbal y Nieves	0,7	-	0,7	0,6	0,7	0,6	1,2	0,7	1,2	0,9	1,2	0,9
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1,0	0,2	1,0	0,2	1,0	0,2	1,0	0,3	1,0	0,3	1,0	0,5
Surinam	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0	-	10,0	2,2
<b>Accord de coopération énergétique de Caracas</b>												
Bolivie <sup>(1)</sup>	8,2	5,2	11,5	5,3	11,5	5,3	13,8	4,5	11,5	10,8	11,5	8,3
Paraguay	18,6	-	18,6	8,7	25,0	8,7	25,0	8,3	25,0	7,5	18,6	1,1
Uruguay	43,8	20,0	43,8	12,1	43,8	12,1	43,8	24,6	43,8	9,7	43,8	19,6
<b>Convention générale de coopération</b>												
Argentine	24,7	15,3	35,2	23,8	35,2	23,8	35,2	19,5	35,5	24,6	35,5	25,6
Cuba	92,0	91,5	92,0	93,3	92,0	93,3	92,0	97,8	98,0	96,3	98,0	91,1
<b>Accord de San José</b>												
Barbade	1,6	-	1,6	-	1,6	-	1,6	-	-	-	-	-
Costa Rica	11,0	11,0	11,0	7,6	11,0	7,6	11,0	-	-	-	-	-
El Salvador	1,0	1,0	1,0	-	1,0	-	1,0	-	-	-	-	-
Guatemala	12,0	-	12,0	0,2	12,0	0,2	12,0	-	-	-	-	-
Haïti	6,5	0,6	6,5	0,7	6,5	0,7	6,5	-	-	-	-	-
Honduras	5,0	1,7	5,0	0,9	5,0	0,9	5,0	-	-	-	-	-
Jamaïque	7,0	-	7,0	-	7,0	-	7,0	-	-	-	-	-
Nicaragua	7,1	1,3	7,1	-	7,1	-	7,1	-	-	-	-	-
Panama	4,0	-	4,0	1,8	4,0	1,8	4,0	-	-	-	-	-
République dominicaine	24,8	-	24,8	-	24,8	-	24,8	-	-	-	-	-
<b>Total en alimentation</b>	<b>203,9</b>		<b>239,9</b>		<b>264,3</b>		<b>253,9</b>		<b>243,5</b>		<b>266,7</b>	

Source : Données compilées à l'aide des rapports annuels 2008, 2010 et 2012 de PDVSA.

(1) Pays avec des conditions d'alimentation et de financement de l'ALBA



**CIRDIS**

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international  
et société**

**UQAM**

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international et société**  
Université du Québec à Montréal (UQAM)  
Département de science politique

Case postale 8888, succursale Centre-ville  
Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)  
[cirdis@uqam.ca](mailto:cirdis@uqam.ca)

**Collection Recherche – no 2014-05**